

DEPARTEMENT YVELINES	RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Liberté - Égalité - Fraternité
CANTON RAMBOUILLET	ARRÊTÉ DU MAIRE
COMMUNE SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES	Pose d'une benne 11 rue du Prieuré

Vu le Maire de la commune de SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES,

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu le Code de la route et ses articles R417-1 et R417-11,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2112-1 à L2112-5,

Vu le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

Vu l'arrêté et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée par les textes subséquents,

Vu la demande présentée le 28 juillet 2026 par la SARL MARTIN (Siret n° 775 164 742 00030) demeurant 500 rue Denis Ménager – 28230 DROUÉDUR DROUETTE pour l'installation d'une benne et l'occupation d'une place de stationnement pour des travaux de réparation en maçonnerie

Considérant qu'il convient par nécessité de réglementer le stationnement et la circulation sur la commune de SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, et la sûreté publique,

A R R Ê T E

Article 1 : la SARL MARTIN est autorisée à occuper le domaine public au droit du 11 rue du Prieuré sur la valeur de 1 emplacement de stationnement et sur une superficie de 11,50 m² pour la pose de la benne du :

Lundi 24 août 2026 au mercredi 30 septembre 2026

Article 2 : Le pétitionnaire est autorisé à déposer une benne de 11,50 m³ et occuper le domaine public sur la valeur de 1 place de stationnement au droit du 11 rue du Prieuré.

Article 3 : Le stationnement de tout autre véhicule sera interdit et considéré comme gênant sur les emplacements susmentionnés,

Hôtel de Ville

Place du Jeu de Paume – 78730 Saint Arnoult en Yvelines – Téléphone 01.30.88.25.25 – Télécopie 01.30.59 31 04

Le destinataire d'une décision qui désire la contester peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Article 4 : Les services techniques mettront à disposition du pétitionnaire quatre barrières Vauban,

Article 5 : L'affichage de cet arrêté sera obligatoire pendant toute la durée du chantier. Il sera exécuté par le déclarant,

Article 6 : Le pétitionnaire prendra toutes les mesures de sécurité nécessaires pour sécuriser le passage des piétons et la circulation des usagers de la route,

Article 7 : La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance d'occupation du domaine public conformément à la délibération référencée DM numéro 2021/37, se décomposant comme suit :

Stationnement :

- 2,00 €/m²/jour
- 1 place de stationnement = 11,50 m²
- 11,50 m² x 2,00 € = 23,00 €
- 23,00 € x 38 jours = 874,00 €

Benne :

- 2,00 €/m²/jour
- Superficie benne : 11,50m²
- 11,50 m² x 2,00 € = 23,00 €
- 23,00 € x 38 jours = 874,00 €

Soit un montant total de : 1 748,00 € (mille sept cent quarante-huit euros)

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera publiée de façon dématérialisée sur le site internet de la commune et transmise :

- M. le commandant de la brigade de gendarmerie de SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES,
- M. le responsable du Centre de Secours de SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES,
- M. le responsable des Services Techniques de SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES,
- M. le responsable de la Police Municipale de SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES,
- M. le responsable de la SARL MARTIN

Qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES,
Le 29 juillet 2026

Le Maire,

Joëlle JEGAT

Hôtel de Ville

Place du Jeu de Paume – 78730 Saint Arnoult en Yvelines – Téléphone 01.30.88.25.25 – Télécopie 01.30.59 31 04

Le destinataire d'une décision qui désire la contester peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.